

OTTAWA – De nouvelles règles fédérales donnant plus de pouvoirs aux autorités gouvernementales pour inspecter les employeurs sans mandat, une initiative visant à calmer les craintes des Canadiens de voir leurs emplois volés par des travailleurs étrangers, sont entrées en vigueur mardi.

Les règles donnent au gouvernement le pouvoir d'interroger les travailleurs étrangers sur leurs conditions de travail et d'exiger de l'employeur de la documentation prouvant qu'il se plie aux règles du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET).

Les autorités peuvent mener leur enquête sur une période de six ans à partir de la date d'embauche d'un employé étranger. Les permis de travail seront révoqués si un employeur s'avère avoir fourni de fausses informations qui «a ou aura un impact négatif significatif sur le marché du travail au Canada», stipule la règle.

Cela vise apparemment à rassurer les Canadiens sur le fait que les étrangers ne s'emparent pas de leurs emplois à leur détriment, à la suite d'un incident survenu à la Banque royale du Canada. Des employés mis à pied avaient dû former leurs remplaçants, dont certains qui étaient embauchés grâce à des permis de travail temporaires.

La compagnie minière A.B.C. s'est également retrouvée dans l'eau chaude pour avoir engagé plus de 200 travailleurs chinois après avoir publié une annonce en mandarin qui n'a bien sûr pas attiré de candidatures canadiennes.

Le ministre du Travail et du Développement social, Jason Kenney, soutient que ces règles visent à assurer que les Canadiens sont toujours devant les étrangers pour obtenir les emplois disponibles.

Mais pour la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, il s'agit de «la pire décision du gouvernement Harper» depuis son arrivée au pouvoir en 2006.

Ottawa resserre les règles du Programme des travailleurs étrangers temporaires

Écrit par L'actualité

Mercredi, 01 Janvier 2014 00:59 -

Selon le président Daniel Kelly, le gouvernement cible avec ces nouvelles règles les grosses corporations qui abusent du programme, alors que les petites entreprises se font prendre au piège avec de nouveaux frais.

«Nous avons des dizaines de milliers de membres partout au Canada qui peinent à trouver des employés, particulièrement dans les communautés rurales où il y a peu de jeunes, et leur accès au PTET se retrouve sévèrement limité à cause des abus des corporations délinquantes», a-t-il fait valoir.

Selon lui, c'est un mythe que les employeurs se tournent vers les travailleurs étrangers pour économiser de l'argent. Il soutient qu'il en coûte même plus cher aux entreprises, puisqu'elles doivent payer pour leur voyage et leur hébergement.

Cet article [Ottawa resserre les règles du Programme des travailleurs étrangers temporaires](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [Ottawa resserre les règles du Programme des travailleurs étrangers temporaires](#)